

PROJET ALIMENTAIRE DU TERRITOIRE LYONNAIS

ATELIER EXPLORATOIRE – COOPERATIONS INTERTERRITORIALES - Mardi 10 décembre 2019

Synthèse de la plénière

1/ Intervention de Caroline Brand, Enseignante-Chercheure en géographie à l'ISARA : Cadrage sur les enjeux de coopération autour de la question alimentaire

Une trajectoire historique en mémoire

Les analyses historiques en termes de métabolisme territorial apportent un éclairage intéressant sur la façon dont les flux de matière, d'énergie et d'information ont rapproché ou distancié les territoires entre eux :

Jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle, les systèmes agraires et urbains étaient en interaction très forte : le métabolisme territorial fonctionne en circularité, il se joue alors des relations de complémentarité "symbiotique" (Chatzimpiros, 2011) entre territoires à proximité : les productions et les déchets d'un territoire deviennent les ressources d'un autre. A partir du 20^{ème}, l'industrie et l'urbanisation ont conduit à une déconnexion de cette relation symbiotique et à une linéarisation des flux. Le système agricole des territoires ruraux à proximité de Lyon s'est inscrit dans un développement de l'agro-industrie, s'affranchissant des logiques de proximité.

Ainsi, aujourd'hui, les terres agricoles ne nourrissent plus forcément les espaces urbains en proximité : les zones d'approvisionnement urbain sont devenues globales. Les déchets urbains ne sont plus intégrés dans le système agricole, remplacés par les intrants chimiques.

Les coopérations territoriales favorisent aujourd'hui une nouvelle articulation entre système alimentaire et système territorial pour pallier aux déséquilibres sociaux et environnementaux des territoires.

Premier enjeu : Ramener l'alimentation de manière transversale à l'agenda politique

Dans l'émergence de l'alimentation à l'agenda des territoires, on observe des mouvements politiques mais souvent dominé par un prisme (« agri-alimentaire » (Bonney & Brand, 2014)) axé sur la préservation des terres dans le périurbain, consommation et initiatives citoyennes, restauration collective, etc.). L'interterritorialité est un moyen de construire des politiques alimentaires plus transversales

Deuxième enjeu : changer le regard sur le fonctionnement des territoires

Premièrement, penser le fonctionnement des territoires en réseau et multi-échelle: l'alimentation invite à penser les territoires à partir des flux qui les traversent, leur fonctionnement dynamique, les coopérations qui peuvent les caractériser dans leur fonctionnement quotidien.

Deuxièmement, faire tomber des a priori, et faire changer le regard sur la façon dont les territoires se relient entre eux (exemple d'un territoire de Savoie lors d'une formation réalisée pour Cap Rural sur la question des stratégies alimentaires territoriales) :

- Les territoires ruraux ont une problématique alimentaire propre. Ce sont des territoires fournisseurs par rapport aux logiques urbaines mais ils ont aussi des habitants, consommateurs quotidiens (les territoires en question ne percevaient les consommateurs qu'à travers les touristes).
- Les milieux ruraux et montagnards ont réalisé leur immense dépendance aux milieux urbains. Les plateformes logistiques conditionnent l'approvisionnement des territoires ruraux.

Troisièmement, la proximité ne se joue pas uniquement sur un rapport de proximité topographique. Exemple de la ville de Hanoi : des partenariats ont été mis en place avec des zones rurales éloignées du Vietnam pour sécuriser les approvisionnements en produits sains. Cette contractualisation favorise le développement agricole d'un secteur même éloigné d'une grande ville ou métropole.

Troisième enjeu : Donner de la saveur au récit du grand territoire

L'alimentation est un moyen plus fort de "faire territoire" que les questions fonctionnelles (de logistique, de mobilité, ...) car il donne davantage de sens à un potentiel projet en commun : mieux manger et plus durablement, des ressources complémentaires (zones de production, de transformation, de logistique, de consommation). Partage de ressources, d'informations, de structures, d'acteurs, d'ingénieries...

Les dynamiques de coopérations devront se dessiner autour de ce projet commun identifié, dépassant les enjeux de pouvoir, et réconciliant santé des terres et des populations.

La **transaction territoriale** est le récit qui reconnaît la solidarité des territoires concernés, construite dans une quête commune d'équilibres négociés. "L'aval, plus que jamais a besoin de l'amont, et réciproquement" (M. Vanier, 201) Dans « Bergés avait raison (ce que la transaction métropolitaine veut dire » (blog <http://depasserlesbornes.fr>, 2 février 2012), M. Vanier définit la « transaction métropolitaine » comme « un récit qui [reconnaît] la solidarité des territoires concernés »)

La notion de transaction territoriale - exemple de TURIN et de Montpellier

Turin

Concomitance de l'arrivée de l'alimentation à l'agenda politique avec la création de la Métropole de Turin. On distingue trois phases dans la construction du politiques alimentaires fédérant les différents territoires de la métropole :

- 2006 : Promotion de l'identité des produits de l'agriculture typique des espaces de montagne, lors des JO d'hiver
- A partir de 2006 : Ouverture des produits locaux aux consommateurs quotidiens, pas uniquement aux touristes, sous la dénomination produits "km 0". L'agriculture est devenue une ressource pour le territoire.
- Depuis 2010, la question de gouvernance alimentaire est apparue : Comment on nourrit le territoire ? La Métropole s'est alors ouvert sur tous les acteurs qui façonnent le système alimentaire.

On assiste donc au passage à la Métro locavore à la Métro nourricière. Le thème de la nourriture a été identifié comme un moteur de développement local, un thème fédérateur, un support de cohésion, pour éviter les postures défensives des territoires. Un projet commun qu'ils essaient d'intégrer aux agendas politiques des acteurs économiques ou institutionnels. Début 2015, le projet « Nutrire Torino metropolitana » est lancé, support de cohésion métropolitaine.

Montpellier

L'alimentation, à travers le lancement de la politique agro-écologique et alimentaire (P2A), a été envisagée comme un support d'inter-territorialité dans le processus de construction de la Métropole de Montpellier pour enrôler les territoires environnants. La VP en charge de la P2A avait comme objectif de fédérer les grandes communes urbaines et les petites communes périurbaines et rurales, avec des entrées différentes sur les questions alimentaires : en déclinant par axe pertinent la P2A dans toutes les politiques communales, en mettant en œuvre des coopérations, à la fois au sein de la Métropole, et à l'extérieur, notamment autour du sujet de la structuration de filières d'approvisionnement pour la restau collective.

2/ Retour d'expérience de territoires engagés dans des coopérations alimentaires et échanges

Le cas du Projet Alimentaire du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Grand Clermont et du PNR du Livradois Forez : 1^{er} PAT labellisé en France, exemplaire en matière de coopérations entre territoires urbains et ruraux.

Quelques infos préalables : <http://www.legrandclermont.com/projet-alimentaire-territorial>

Témoignage de Moïra Ango, chargée de mission PAT

Les territoires

Le PETR du Grand Clermont est un syndicat mixte regroupant 4 EPCI (dominante plutôt urbaine, grandes plaines céréalières et des leaders français sur l'agro-alimentaire) et le PNR Livradois Forez (dominante plutôt rural, élevage bovin de montagne et moyenne montagne) rassemble quant à lui 11 EPCI. Cela représente 300 communes, 500 000 habitants sur un territoire d'une surface de 140km du Nord au Sud. Il y a une EPCI à cheval sur les deux périmètres.

L'élaboration du PAT

Le choix a été fait d'élaborer un PAT prospectif et au max participatif, accompagné par Solagro par l'application à l'échelle locale du projet Afterres 2050 : partage d'un scénario idéal en 2050 (pour l'environnement, l'agriculture, ...) travaillé avec l'ensemble des acteurs pendant un an : ateliers thématiques et plénières pour partager les constats, les travaux en cours, etc. L'intérêt du scénario est la projection de tous les acteurs dans le territoire sans contingence de court terme.

Les facteurs de réussite

- **Des habitudes de travail en commun** entre le PNR et le PETR (engagement de préservation foncière sur un Scot). Réflexion sur l'agriculture avait déjà imprégné les travaux à ce moments-là. De plus les élus se connaissaient et il y a une EPCI en commun aux deux territoires qui facilite les rapprochements.

Une collaboration entre les deux territoire sur un programme de recherche sur le thème de l'alimentation a aussi donné un point de rapprochement pour se projeter ensemble.

- **Une mutualisation de l'ingénierie** grâce à une personne qui animait le projet et assurait la coordination des acteurs. La mise en commun d'une ingénierie est un des points de réussite, pour pérenniser et rendre visible la démarche. Par ailleurs, des rencontres très régulières entre les équipes du PNR et PETR permettant de renforcer les liens et les équipes de travail (comité technique qui rassemble tous les agents, et copil avec un élu référent par structure).
- **Partir de ce qui existe déjà** pour impliquer dès le départ les acteurs dans la démarche. Les acteurs du territoire sont venues parler eux-mêmes de ce qu'ils mènent. Rencontres et réunions dispersées sur l'ensemble du territoire, pour baliser le territoire. Mailler un max le territoire.
- Un des points forts pour mobiliser = **rechercher l'engagement sur des objectifs chiffrés**, au-delà des objectifs stratégiques. Par exemple, pour tendre vers 50% d'autonomie fruits et légumes, il faut rajouter 4000 ha dédiés à ces productions. Ce chiffre permet une incarnation de l'objectif et du débat autour de la façon d'y arriver. Les objectifs chiffrés demande de construire toute une stratégie à l'échelle des filières.

Les points de vigilance

Un enjeu crucial est la pérennisation dans le temps de la mobilisation des acteurs sur cette démarche.

Au-delà de la mobilisation pour la réflexion, ces démarches qui courent sur des temps longs ne sont pas à l'abri de périodes de creux. cela fait donc apparaître la nécessité de répondre à des besoins de très courts termes, alors qu'on est sur des réflexions de très longs termes.